

* Comment être pro-palestinien ...sans être «antisioniste» ?

de Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty)

Le terme «antisioniste» était rare dans le discours politique, lorsque les véritables débats avec les sionistes constituaient une partie vivante des discussions au sein de la gauche au sens large, au début du XX^e siècle. Son utilisation a quadruplé dans les années 1930, lorsque le mouvement stalinien prit un tournant ouvertement «antisioniste» et antisémite. Elle a encore été multipliée par trois, pour atteindre douze fois le niveau du début des années 1930, au cours des années 1970, lorsque le terme «sioniste» perdit sa signification initiale dans le vocabulaire politique courant pour devenir une espèce de qualificatif attrape-tout et une injure. C'est du moins ce que montrent les statistiques de Google Ngram.

Des études telles que *The Left's Jewish Problem: Jeremy Corbyn, Israel and Anti-Semitism*¹ (2016) de Dave Rich ont montré que ce fut à la même époque, dans les années 1970, que cet «antisionisme absolu» ou cet «antisionisme qui se considère antiraciste et anti-impérialiste mais est en fait antisémite», a commencé à se répandre au sein de la gauche tiers-mondiste (commençant en Grande-Bretagne, selon Dave Rich, dans un lieu aussi peu évident que les Jeunes Libéraux²).

Les statistiques pour l'usage du terme «antisioniste» en français, «*antizionistisch*» en allemand, etc., montrent le même schéma général avec des différences de détail. Le terme «sioniste» en russe marque un bond considérable dans les années 1970, signifiant à la fois que l'URSS courtise certains régimes arabes, que l'antisémitisme s'intensifie en Russie et en Europe de l'Est, et que la confusion «antisioniste» s'intensifie dans l'Union européenne et influence les gauches européenne et américaine bien au-delà des partis communistes officiels.

Le terme «antisioniste» devint largement utilisé, non pas pour indiquer une dissidence face au sionisme ou une critique du sionisme, mais pour des raisons bien différentes.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les groupes sionistes constituaient un élément visible de la gauche dans de nombreux pays européens. Pendant la guerre civile russe, l'Armée Rouge compta même une unité explicitement sioniste. Les premiers gouvernements bolcheviques donnèrent leur accord de principe à la création d'une république juive au sein de l'URSS, où les Juifs pourraient s'auto-administrer s'ils le souhaitaient: finalement, ce projet politique ne fut appliqué que de manière caricaturale, durant une période politique ultérieure, avec la création du Birobidjan en 1934.

Pendant la première moitié du XX^e siècle, les marxistes se sont fréquemment disputé avec différentes variétés de sionistes. Pour ce faire, ils n'avaient nullement besoin de se proclamer «antisionistes». L'usage de ce terme depuis les années 1970 ne correspond ni à la critique marxiste du sionisme au début du XX^e siècle, ni au nationalisme en général, mais à des tendances régressives et dangereuses.

«Nous devons prendre des mesures énergiques», écrivait Léon Trotsky en janvier 1936, «contre ce mode de pensée abstraitement “antifasciste” qui sévit parfois même dans nos propres rangs. “L'antifascisme”, en soi, n'est rien, ce n'est qu'un concept vide qui dissimule les crimes staliniens.»

¹ Une nouvelle édition de ce livre, avec deux chapitres supplémentaires, est parue en septembre 2018 (NdT).

² Les dirigeants des Jeunes Libéraux du Parti libéral eurent un rôle moteur dans la réussite d'un boycott organisé contre une tournée de joueurs sud-africains de rugby en 1969 puis de cricket en 1970, et ils participèrent à des réunions internationales accueillant les représentants de plusieurs mouvements de libération nationale (OLP, FNL, ANC, SWAPO, FRELIMO, MPLA, etc.) à Khartoum et au Caire en 1969. Selon Dave Rich, tout en défendant des positions centristes (pour simplifier, celles du Modem français actuel) sur le plan intérieur, ils avaient un discours anti-impérialiste, tiers-mondiste et antisioniste (leur principal dirigeant, Louis Eaks, compara Israël à l'Allemagne nazie et prétendait que les Juifs se prenaient pour la « race des seigneurs »), plutôt «hors sol», mais très représentatif de ce qui allait devenir le discours de la Nouvelle Gauche anglo-saxonne, dont, selon D. Rich, Jeremy Corbyn serait un parfait représentant. Les Jeunes Libéraux prônèrent l'expulsion d'Israël de l'ONU et le boycott des produits israéliens jusqu'en 1976 (NdT).

L'étiquette politique d'«antifasciste» peut revêtir tous les sens : du socialisme favorable au pouvoir de la classe ouvrière jusqu'au stalinisme, en passant par le conservatisme démocratique bourgeois. Aujourd'hui, il a acquis une connotation de gauche et favorable à la démocratie ; pourtant, ce n'est pas une étiquette que choisirait un marxiste.

En général, les préfixes politiques **anti** nous engagent sur un terrain glissant. L'un des premiers exemples fut la Ligue antisémite de Wilhelm Marr, créée en 1880. L'utilisation par Marr du terme «sémitisme» pour désigner la «judéité» s'inscrivait dans les courants racistes pseudo-scientifiques de l'époque. Il s'agissait plutôt d'une innovation. Marr forma donc un mouvement politique fondé sur le seul principe de l'opposition non pas à une réalité incontestable, mais à une construction idéologique particulière. Pour Marr, les Juifs n'étaient pas seulement des juifs, ils étaient des Sémites ! Et ils disposaient, selon lui, d'un pouvoir si grand et si compact (malgré leur petit nombre et leurs différences apparentes) que le fait d'être simplement contre eux («**anti**»), définissait tout son programme politique.

L'«antisionisme» pose aujourd'hui de nombreux problèmes similaires. Et même davantage.

Entre la fin du XIX^e siècle et 1948, le «sionisme» avait un sens assez défini: il désignait un mouvement qui voulait créer une patrie juive en Palestine. Depuis la création de l'État israélien en 1948, sa signification n'est plus aussi claire.

«Sionisme» est utilisé comme un mot qui sert d'amalgame pour désigner l'exclusivisme juif en Israël ; le chauvinisme israélien en général ; toute espèce de nationalisme israélien ou de sentiment national israélien ; et enfin la simple conviction qu'Israël a le droit d'exister, c'est-à-dire que la nation juive hébraïque a le droit de disposer d'elle-même.

Les Juifs israéliens, en tant que collectif, sont souvent appelés «les sionistes» et donc assimilés à une faction politique, comme aucune autre nation sur terre (comme si nous appelions la Pologne, en tant que pays, «les nationalistes polonais»). Ensuite, on qualifie de «sionistes» la grande majorité des Juifs du monde entier qui ont des réflexes d'identification avec Israël. Cette identification est parfois critique voire très critique, mais, pour des raisons historiques, elle ne peut disparaître en un clin d'œil.

L'antisionisme, en tant que label politique, sous-entend qu'il existe une force politique dans le monde, le «sionisme», dont le pouvoir serait si grand et si compact que le simple fait d'être «**anti**» suffirait à définir tout un programme politique. Tous les «sionistes», du jeune nationaliste idéaliste arrêté pour avoir manifesté contre les récents assassinats commis par l'armée israélienne à la frontière de Gaza, jusqu'au chauvin israélien le plus immonde, en passant par le Juif qui refuse de haïr Israël, feraient partie de ce grand pouvoir compact.

Nul besoin d'adopter «l'antisionisme» comme étiquette politique pour défendre les droits des Palestiniens. Car l'adopter, c'est naviguer au milieu d'un convoi immense et tapageur porté par des courants antisémites, derrière des vaisseaux amiraux arborant l'emblème «antisioniste» pour des raisons fondamentalement antisémites.

* Une brève mais nécessaire digression

Il me faut peut-être ici ajouter quelques précisions sur les termes «antistalinien» et «anticapitaliste». Peu de gens se définissent uniquement comme «antistaliniens» (quel pourrait être le sens de ce mot pour eux? sont-ils opposés au stalinisme parce qu'ils défendent un point de vue socialiste, libéral, fasciste, islamiste ou conservateur ?), mais nous nous désignons parfois nous-mêmes comme des «socialistes antistaliniens».

Pourquoi ? Parce que tous les vieux termes positifs que nous pouvons utiliser pour nous définir – socialistes, communistes, sociaux-démocrates – ont été pris par d'autres et souillés. En Grande-Bretagne, du moins, le mot «socialiste» couvre une grande variété de points de vue. Nous commençons donc par nous dire «socialistes», puis nous nous définissons plus précisément comme des partisans du «socialisme démocratique», d'un «socialisme fondé sur le pouvoir de la classe ouvrière», comme des «socialistes révolutionnaires», des «trotskistes», des «défenseurs du camp des travailleurs³», etc.

³ En anglais, l'auteur emploie le terme de «Troisième Camp» mais il n'est guère utilisé en France, à part dans le petit livre de Pierre Lanneret sur *Les internationalistes du troisième camp en France pendant la seconde guerre mondiale* (Acratie, 1995). En anglais, il désigne les militants d'extrême gauche qui ne soutinrent ni le camp impérialiste occidental, ni le camp stalinien, pendant et après le conflit mondial, et luttent donc pour constituer un «troisième camp», celui des travailleurs et du socialisme démocratique. Ce n'est pas un hasard si AWL signifie « Alliance pour la liberté des

Depuis que les staliniens ont également abusé de tous les qualificatifs – la Corée du Nord s'appelle la République populaire démocratique de Corée et son gang au pouvoir le Parti des travailleurs de Corée –, il est parfois utile, pour clarifier la situation, d'indiquer clairement que nous ne sommes pas seulement des non-staliniens, mais aussi des opposants engagés dans une guerre à mort contre le stalinisme.

Le terme «anticapitaliste» n'est pas satisfaisant (reflète-t-il une conception islamiste ? anarcho-primitiviste ? favorable à une «troisième voie» entre le socialisme et le capitalisme ?) mais au moins il est généralement compris (si l'on prend le NPA français, par exemple) comme un regroupement de «socialistes qui veulent renverser le capitalisme et pas seulement le modifier». Ce mot est ainsi utilisé parce que, dans certains pays (dont la France), le terme «socialiste» est largement identifié à un Parti socialiste officiel, obstinément pro-capitaliste. Le mot anticapitaliste ne soulève pratiquement aucun des problèmes que pose l'étiquette «antisioniste».

* Sommes-nous des «amis critiques d'Israël»?

Je peux affirmer, sans forfanterie, que le journal *Solidarity* et l'AWL ont un bon bilan sur cette question : nous avons toujours dénoncé les actions néfastes du gouvernement israélien, nous avons organisé des manifestations contre elles, nous avons noué et renforcé des liens avec des groupes hostiles à l'occupation des territoires envahis par Tshal après 1967, etc. Notre bilan est beaucoup plus positif que celui d'autres groupes d'extrême gauche qui diffusent une propagande générale nourrissant la haine d'Israël.

Il y a de nombreuses années de cela, quelques camarades diffusèrent des tracts au cours d'une manifestation organisée par des nationalistes israéliens à Londres. La plupart des manifestants étaient de véritables chauvins. Nous fûmes accusés d'être «anti-israélien» ou de «haïr Israël». Nous répondîmes que nous étions pro-israéliens, mais aussi pro-palestiniens. Cela ne troubla guère les manifestants énervés, mais c'était la bonne façon de répondre.

«Amis de la Palestine», «amis du Kurdistan», «amis de l'Irak», «amis de la Terre», «Amis de l'Irlande», «Amis des Noirs» (en France, 1788-1793) – ces termes décrivent habituellement des rassemblements de sympathisants très larges, ou des groupes de pression diffus, pas vraiment le type d'action militante que nous préconisons. Mais dans ce sens vague, oui, nous sommes des amis critiques d'Israël.

Lors d'une réunion au mois d'octobre, un ex-membre du Parti travailliste durant les années 1980, revenu récemment au Labour, m'a dit, après avoir rapidement parcouru les pages de *Solidarity*, notre hebdomadaire: «*Vous êtes des pro-israéliens, n'est-ce pas ?*» J'ai répondu : «*Oui. Nous sommes également pro-palestiniens. Nous soutenons une solution à "deux États".*» Il a acquiescé et m'a confié avoir collaboré avec l'un de nos membres au sein du Parti travailliste dans les années 1980.

Une conversation ultérieure (amicale) m'a permis de clarifier ce que j'entendais par «pro-israélien»: nous contestons l'idée qu'Israël ne devrait pas avoir le droit d'exister.

Il est peut-être utile de citer ici un précédent. En 1891, un délégué présenta une motion au congrès de la Deuxième Internationale pour condamner l'antisémitisme. Tout le monde accepta de condamner l'antisémitisme flagrant qui sévissait en Russie. Un passage d'une motion plus générale souleva des problèmes. «Qu'en est-il des banquiers juifs ?» demandèrent certains délégués. «Nous ne pouvons pas nous permettre de paraître amicaux à leur égard.» Le conflit fut résolu en adoptant une motion condamnant à la fois l'antisémitisme et le «philosémitisme». Les socialistes étaient contre l'antisémitisme, mais non, ils n'avaient aucune attitude spécialement amicale envers les Juifs.

Comme l'expliquent Brendan McGeever et Satnam Virdee⁴: «Pour des socialistes comme Victor Adler et Paul Singer, le fait d'apparaître opposés à l'antisémitisme risquait de confirmer le stéréotype antisémite selon lequel le socialisme était un projet "juif". Ces préoccupations étaient loin d'être confinées au niveau supranational des congrès de l'Internationale [...]. La réponse socialiste face à l'antisémitisme dans l'Allemagne impériale tardive était déterminée par un souci parallèle d'échapper au soupçon de "philosémitisme". Après avoir ostensiblement rejeté l'antisémitisme, les socialistes allemands cherchèrent souvent à réfuter toute accusation de "défendre les juifs" [...] dans le contexte

travailleurs », la liberté étant un concept rarement mis en avant par les « révolutionnaires » marxistes ou anarchistes (*NdT*).

⁴ McGeever and Virdee, «Antisemitism and socialist strategy in Europe, 1880-1917: an introduction», in *Patterns of Prejudice*, 51:3-4, 2017, disponible en ligne.

autrichien [...] le “philosémitisme” fut souvent considéré comme une défense inacceptable “des capitalistes juifs” par les sociaux-démocrates.»

George Plekhanov et d’autres socialistes de l’époque contestèrent ces rumeurs. Selon eux, lorsque les banquiers juifs nuisaient aux travailleurs, ils le faisaient en tant que banquiers et non en tant que Juifs.

De même, lorsque l’État israélien nuit aux Palestiniens, il le fait en tant qu’entité chauvine et colonialiste et non en tant qu’entité **juive**. Les socialistes d’aujourd’hui ne devraient pas se placer sur le même terrain d’entente que la Deuxième Internationale et ils ne devraient pas dire, par exemple, «Oui, je suis contre l’antisémitisme, mais évidemment je ne suis en aucun cas un ami d’Israël».

* **Qui défend vraiment la «destruction d’Israël» ?**

Quelqu’un prétend-il vraiment qu’il faut «détruire Israël» ? L’existence d’Israël n’est-elle pas menacée sur le plan militaire ? Tout en refusant de reconnaître Israël, la plupart des États arabes n’affirment-ils pas en même temps qu’ils seraient prêts à accepter une «solution à deux États» ?

Oui, Israël est forte sur le plan militaire. C’est l’une des raisons pour lesquelles proposer de «détruire Israël» ne rend pas service aux Palestiniens: cela leur suggère d’attendre qu’une grande puissance militaire détruise Israël pour eux, et cela les incite à croire que cette puissance les traitera avec bienveillance.

Il est également vrai que la plupart des «groupes de gauche» sont presque toujours évasifs lorsqu’on les interroge sur leur programme concernant Israël et sur leur opposition à la «solution à deux États»—solution qui semble de bon sens à la plupart des gens de gauche, au sens large.

Ces groupes préfèrent se limiter à des slogans vagues et ambigus («Liberté pour la Palestine»). Avec ce slogan, ils attirent les gens vers eux en accumulant des messages qui entretiennent la haine d’Israël. Parfois, ils dénoncent de véritables crimes israéliens, mais le message subliminal est toujours le suivant: il ne s’agit pas d’un crime comparable à ceux que commettent les autres États, mais d’un acte bien pire; ce ne sont pas des violences auxquelles on pourrait mettre fin en changeant de politique (par exemple, en appliquant la «solution à deux États», en reconnaissant l’égalité des droits aux Arabes vivant en Israël), tout comme d’autres États peuvent mettre fin à leurs actions violentes en modifiant leur politique ; **c’est quelque chose qui est inscrit dans le code génétique même d’Israël.**

Si de nouveaux militants éprouvent quelques doutes sur cette propagande, ils se rassurent en se disant qu’Israël est un État si puissant et agressif et qu’un peu d’exagération ne peut faire de mal.

Au sein de la Socialist Alliance⁵, entre 2001 et 2003, nous avons eu l’occasion de débattre publiquement avec le SWP à ce sujet. Ses militants ne proposaient qu’un seul slogan : «*Liberté pour la Palestine*», parce qu’il «*convenait le mieux à l’état d’esprit général*». Ils n’ont fait aucun effort pour que la Socialist Alliance adopte une position quelconque, que ce soit «*La solution à deux États n’est pas une solution!*», ou «*Une seule Palestine de la mer au Jourdain !*», ou encore «*Nous sommes tous le Hezbollah !*» Ils laissèrent ces slogans proliférer dans le petit milieu des manifestants, sous forme de pancartes ou de mots d’ordre repris par la foule. Ils empêchèrent la Socialist Alliance d’exiger le retrait israélien des Territoires occupés, sous prétexte que cela impliquerait peut-être que l’État d’Israël continue à exister, et ils refusèrent de discuter d’autres slogans plus précis que la formule vague de «Liberté pour la Palestine».

Des groupes tels que le SWP avaient l’habitude de dire, lorsqu’ils étaient poussés dans leurs derniers retranchements, qu’ils étaient favorables à un «*État [unique] laïque et démocratique*» sur le territoire de la Palestine d’avant 1948. Au sein de la gauche britannique, peu de gens défendent aujourd’hui cette position qui est manifestement incompatible avec un soutien au Hamas. Si on les force à répondre, ils affirment parfois que la solution passera par une révolution dans toute la région, révolution qui, bien entendu, sera socialiste et à la suite de laquelle tous les peuples seront heureux de vivre ensemble dans un seul État en paix et en toute amitié.

Mais pour mener à bien une révolution socialiste, il faut d’abord unir la classe ouvrière; aucune autre force ne peut conduire cette révolution à la place du prolétariat pour ensuite réaliser ensuite son unité de classe. Rejeter toute perspective d’amélioration pour les Palestiniens, à moins qu’une révolution socialiste ne se produise à l’échelle de la région, est une attitude à la fois fataliste et sectaire.

⁵ Coalition électorale entre plusieurs petits ou grands groupes d’extrême gauche (AWL, SWP, Workers Power, SSP, ISG, CPGB etc.) et des travaillistes «de gauche». Elle connut de nombreuses scissions entre 1999 et 2005 (NdT).

A gauche, beaucoup de gens répondent de façon vague lorsqu'on leur pose cette question ; ils refusent de dire s'ils souhaitent réellement qu'Israël soit rayé de la carte. Certains d'entre eux affirment qu'ils accepteraient «deux États», mais uniquement sur la base d'un «droit au retour» intégral des six millions de descendants des réfugiés de 1947-1948 dans les frontières de ce qui est maintenant Israël. C'est une autre façon de dire qu'ils n'accepteront aucune solution «à deux États» réellement envisageable et soutiendront une action plus ou moins militaire contre Israël jusqu'à sa dissolution.

Sur le papier, la position du Socialist Party⁶ vis-à-vis de la Palestine et d'Israël ressemble à la nôtre: «*Un Israël socialiste aux côtés d'une Palestine socialiste, au sein d'une Fédération socialiste du Moyen-Orient*». Chaque fois que la situation s'aggrave sur le terrain (comme dans les années 1980 et en 2009), ils cachent cette position et se mêlent à la foule de ceux qui expriment leur haine d'Israël.

Si on les interroge sur ce changement d'attitude, ils expliquent que leur position en faveur d'un «*Israël socialiste aux côtés d'une Palestine socialiste*» ne les empêche pas de prendre parti pour le Hamas contre l'Israël actuel qui est, voyez-vous, capitaliste. En 2009, leur argument principal était que les attaques à la roquette du Hamas contre Israël avaient «échoué» à atteindre leur objectif et devaient être remplacées par la «*lutte de masse*» (vraisemblablement par des attaques «de masse» à la roquette, dans le même but).

* «**Israël est-elle une entreprise raciste**» ?

Oui, Israël a une politique raciste (comme tous les autres États). Mais la définition de l'IHRA⁷, si souvent critiquée à gauche, défend une position correcte, du moins sur ce point.

Les critiques que nous adressons à Israël ne sont fondamentalement différentes de celles que nous pourrions adresser à la Turquie, au Sri Lanka, aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à la Russie ou à la Chine. Elles peuvent être justes ou erronées, mais elles ne sont pas antisémites. **L'affirmation selon laquelle «l'existence» – l'existence même – d'un État d'Israël – même s'il est réformé – est «une entreprise raciste», cette affirmation est antisémite.**

L'usage général du thème «Israël est un État raciste» ne vise pas à inciter les gens à protester contre des politiques racistes **réelles**, mais à persuader les gens qu'Israël, en tant qu'unité politique, **est et sera toujours «raciste»**, quoi qu'elle fasse.

Un autre problème se pose ici, dans la mesure où les politiques israéliennes néfastes, qu'elles soient nationalistes ou chauvines, sont toutes qualifiées de «racistes». Il y a quelques décennies, le mot «racisme» avait un sens relativement précis : il désignait un ensemble de préjugés ou de discriminations fondé sur de prétendues caractéristiques «raciales» (liées à des facteurs biologiques collectifs et aux origines familiales). Mais si l'on veut faciliter la communication, la signification de ce mot doit être délimitée de façon claire.

Le problème est ici similaire à celui posé par ceux qui affirment que tous les antisémitismes de gauche sont des variantes du racisme. Pour ma part, je ne le pense pas. Certaines personnes peuvent glisser de l'antisémitisme de gauche au racisme, mais il existe une ligne de séparation entre les deux. Cela ne signifie pas que l'antisémitisme de gauche soit inoffensif, simplement qu'il est différent du racisme. Beaucoup de gens considèrent que leur antisémitisme de gauche est une forme «d'antiracisme» (le sionisme est un racisme, n'est-ce pas ? Israël est une entreprise raciste, n'est-ce pas ? Par conséquent, être un antisioniste absolu, c'est simplement être antiraciste). Ils ont tort, mais leur coller l'étiquette de «racistes» ne clarifie rien du tout.

* **Un Etat «raciste» par essence, quelle que soit sa politique ?**

Un autre argument pour qualifier Israël d'État «raciste» consiste à prétendre qu'il avantage les Juifs, considérés comme un groupe «ethnique» ou «religieux» particulier.

⁶ Malgré son nom, le Socialist Party, créé en 1997, est un groupe trotskiste et non social-démocrate, même s'il mena un long travail d'entrisme dans le Labour Party (*NdT*).

⁷ La définition de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance, Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) est proche de celle proposée par l'Union européenne: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+MOTION+B8-2017-0383+0+DOC+XML+V0//FR> . On trouvera le point de vue des «antisionistes» ici (<http://paixjuste.lu/la-definition-ihra-de-lantisemitisme-amalgame-et-manipulation/>) qui poussent leur logique jusqu'au bout (jusqu'à l'absurde): définir l'antisémitisme serait pour eux «dangereux» !!! (*NdT*).

Israël est intensément nationaliste, et même chauvin. On peut même le qualifier d'État **hyper chauvin**. Ce n'est pas la même chose qu'un «État raciste». Tout d'abord, tous les États sont plus ou moins nationalistes; pour éliminer ce nationalisme et même ce chauvinisme, en Israël ou ailleurs, il ne sert à rien de souhaiter que cet État soit conquis et envahi par un autre (clairement chauvin, vu sa prédilection pour la conquête).

En dépit de ses bizarreries, le livre de Benedict Anderson (*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996) démontre que le lien entre le nationalisme et le racisme n'est pas un lien direct. Les nationalismes officiels, favorables à la construction d'États indépendants, dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle, étaient liés au racisme par le biais de l'impérialisme, mais une grande partie du racisme qui opère au sein des nations représente autre chose qu'un puissant nationalisme.

«Le nationalisme pense en termes de destin historique, alors que le racisme fantasme à partir de prétendues contaminations éternelles, transmises depuis l'origine des temps à travers une succession infinie de copulations répugnantes: donc [le racisme raisonne] hors de l'histoire [...]. En réalité, les fantasmes du racisme reposent davantage sur des idéologies liées aux classes sociales qu'aux nations: surtout lorsque les dirigeants revendiquent une relation avec une divinité quelconque, et quand les aristocraties revendiquent une lignée et un sang "bleus" ou "blancs"⁸».

Les Juifs israéliens sont l'une des nations les plus diverses de cette planète, sur le plan ethnique ; de plus, de nombreux Juifs israéliens sont laïques ou athées. (56% déclarent ne jamais se rendre à la synagogue le samedi). Ils sont une nation, pas un groupe ethnique ou une secte religieuse.

C'est une nation inhabituelle, dans la mesure où beaucoup de personnes extérieures à cet État-nation s'identifient à lui, de même que de nombreuses personnes s'identifient comme «irlandaises» sans avoir beaucoup de liens avec l'Irlande ou «palestiniennes» sans vivre en Palestine. L'identité nationale est souvent liée à une identité religieuse – comme l'identité gaélique-irlandaise a toujours été liée à la religion catholique, ou l'identité serbe à la religion orthodoxe serbe.

Ces caractéristiques inhabituelles résultent du fait que l'assimilation progressive des Juifs au sein de divers pays à travers le monde, assimilation souhaitée par les marxistes et les socialistes jusque dans les années 1920, a été interrompue et inversée par la persécution nazie, la fermeture des portes de la plupart des États aux réfugiés juifs après 1933, l'Holocauste, et l'expulsion massive des populations juives vivant dans les pays à majorité arabe et musulmane.

Lutter contre le nationalisme et le chauvinisme israéliens ? **OUI**. Utiliser les caractéristiques spéciales de la nation juive israélienne – combinaison unique, mais dont les éléments se retrouvent tous dans d'autres nations – et nier ses droits ? **NON**.

Autre argument avancé : créer un État juif aurait été en soi «raciste», et toutes les caractéristiques négatives d'Israël en découleraient.

Presque toutes les nations ont été créées par des afflux de colons. Ainsi, les Francs, qui ont donné son nom à la France, venaient de l'actuelle Allemagne, et ainsi de suite. Les peuples «bantous» de l'actuelle Afrique du Sud s'y sont installés à peu près au même moment que les Européens, ou un peu avant. Nous avons qualifié de «racistes» les gouvernements et les partis de l'Afrique du Sud blanche non pas à cause de la légère différence temporelle entre la colonisation des Européens et celle des Bantous, mais à cause de leurs politiques et de leurs actions qui ont opprimé les Sud-Africains noirs.

Au début du XX^e siècle, les marxistes s'opposèrent au sionisme non pas parce qu'ils s'opposaient à toutes les migrations collectives, mais pour deux raisons: a) le projet était irréaliste et «utopique» (nous nous sommes trompés à ce sujet) ; et b) sous sa forme particulière en Palestine, ce projet conduirait les colons juifs à une collaboration avec l'impérialisme britannique et à un conflit avec les Arabes (nous avons raison à ce sujet).

Prenons le cas d'Isaac Steinberg, socialiste-révolutionnaire de gauche et commissaire du peuple à la Justice dans le premier gouvernement ouvrier après octobre 1917, cas évoqué dans notre récent livre *In Defense of Bolshevism*⁹. Les bolcheviks ont-ils vraiment accepté qu'un «raciste» soit le premier commissaire du peuple à la Justice ? Sûrement pas. Pourtant, après avoir quitté l'URSS, l'activité politique majeure de Steinberg consista à faire venir et à tenter d'installer une communauté juive

⁸ Passage traduit par nos soins, donc sans doute différent de la version française (*NdT*).

⁹ <https://www.workersliberty.org/idob>

compacte dans le district peu peuplé du Kimberley septentrional de l'Australie occidentale. La gauche du mouvement ouvrier australien soutint son projet, mais le gouvernement travailliste de Curtin finit par le bloquer, parce que la perspective d'une communauté juive aussi compacte lui déplaisait.

Le plan de Steinberg comportait des éléments racistes, puisqu'il n'avait sans doute pas discuté et négocié avec les Aborigènes de la région (je ne connais pas les détails de cette affaire), mais son idée de permettre aux Juifs de se constituer en communauté à cet endroit n'était pas raciste par essence. De même, le projet des bolcheviks de créer une république juive au sein de l'URSS – projet qui finalement ne se concrétisa que sous une forme caricaturale et vouée à l'échec sous Staline en 1934 à Birobidjan – n'était pas fondamentalement raciste.

*** Pourquoi Corbyn a-t-il tant de mal à trouver une boussole politique ?**

Nous connaissons Jeremy Corbyn depuis quarante ans. Comme nous l'avons constaté très tôt, et comme nous l'avons souligné lors de sa candidature au poste de dirigeant du Parti travailliste en 2015, cet homme sincère se sent moralement obligé de défendre la gauche et la classe ouvrière lorsqu'il voit clairement les problèmes. Mais il est aussi souvent débordé lorsqu'il doit affronter des questions difficiles et décider ce que signifie être de «gauche».

Au cours des dernières décennies, il est passé d'une position quasi trotskiste à un alignement (avec quelques réserves) sur la politique du *Morning Star* – le journal du Parti communiste britannique. Depuis 2015, il a nommé, et travaillé avec, un Leader's Office¹⁰ dominé par Seamus Milne et Andrew Murray, deux staliniens pur jus, dix fois plus énergiques, sûrs d'eux, cultivés et doués pour s'exprimer que lui.

Il n'a pas eu le courage idéologique de défendre franchement sa politique favorable à la solution des «deux États». Au lieu de cela, il a été constamment en retrait sur la question. Il ne semble pas avoir compris que l'antisémitisme avait d'autres dimensions que les positions défendues par l'extrême droite ou la vieille attitude conservatrice du type «Nous ne pouvons pas admettre de Juifs dans notre club de golf» qui prévalait durant son adolescence.

La plupart de ses positions publiques sur la question de l'antisémitisme ont consisté à présenter des excuses forcées ou à déclarer «Ce n'est pas ce que je voulais dire». Il a fait très peu de déclarations positives. Il apparaît maintenant évident que l'opposition initiale du Leader's Office à la définition de l'IHRA, définition qui condamne comme antisémite l'idée selon laquelle «l'existence d'un État d'Israël est une entreprise raciste», cette opposition initiale n'était pas une tentative innocente destinée à adopter une position plus claire sur l'antisémitisme, mais un stratagème du Leader's Office pour évacuer cette idée.

Le Leader's Office a dû accepter l'ensemble du texte de l'IHRA. Ses membres ont essayé de pinailler en affirmant qu'il ne pouvait être «*considéré comme antisémite de décrire Israël, sa politique ou les circonstances entourant sa fondation comme racistes du fait de leur impact discriminatoire, ou de soutenir une autre possibilité de règlement du conflit israélo-palestinien*». (Que diable peut bien signifier l'ajout du terme «racistes» au mot «circonstances»? Et de quelle «autre» possibilité de règlement s'agit-il exactement?) Ensuite, le Leader's Office a été obligé de battre en retraite tout en indiquant «*Nous adoptons ces mots, mais nous ne pensons pas vraiment qu'ils soient appropriés.*»

¹⁰ **Note de Martin Thomas** : Il s'agit du Bureau privé de Corbyn, composé de salariés choisis par lui pour l'aider à exercer ses fonctions de «chef de l'opposition», mais (principalement) rémunérés à l'aide de fonds publics. Il s'agit d'un secrétariat mais également d'un groupe de conseillers, d'attachés de presse, de consultants, etc. Ce Secrétariat comprend un «directeur exécutif de la stratégie et des communications» (Seumas Milne), une «responsable du personnel» (Karie Murphy), un «responsable des [stratégies] politiques» (Andrew Fisher), un «directeur adjoint de la stratégie et des communications» (Steve Howell), un «consultant» (Andrew Murray, apparemment payé par le syndicat Unite). Corbyn n'a pas inventé cette structure très opaque qui est le fruit de l'effet cumulatif des lois adoptées durant les années 70 et visant à financer l'opposition parlementaire. Le Leader's Office est devenu le centre organisationnel du Parti travailliste sous Blair (avant 1997). Ed Miliband était notoirement captif de son Leader's Office.

Comment décrire une telle attitude si ce n'est en affirmant que le Leaders' Office n'a pas de boussole politique ? Le fait que la droite britannique se livre à des propos insensés («les pires depuis Enoch Powell») n'excuse pas l'attitude du Leader's Office ni celle de Corbyn.

Nous pouvons et devons à la fois rejeter les discours insensés de la droite et critiquer la politique de la direction du Labour.

Martin Thomas (AWL), 31 octobre 2018

(Traduit par Y.C., *Ni patrie ni frontières*)